



IL Y A URGENCE POUR LES URGENCES

Depuis Les services d'urgences sont au bord de la rupture. La multiplication d'événements dramatiques ainsi que de nombreux mouvements de grève en sont la preuve.

Cette situation n'est pas nouvelle, jusqu'à présent la mobilisation des personnels avait permis de faire face, mais aujourd'hui ce n'est plus possible. Les chiffres montrent bien le problème : 12 millions de passages aux urgences au début des années 2000 contre plus de 20 millions l'an dernier.

Au-delà de la problématique du manque de médecins en ville, le plus grand scandale est le manque de lits et ce qui est pudiquement appelé les « hospitalisations brancards ». Là aussi, la cause est bien identifiée : la fermeture de près de 100 000 lits en 20 ans.

Aujourd'hui, les conséquences ont été clairement documentées dans des études scientifiques. Le manque de lits dans un hôpital se traduit par un retard à la prise en charge des patient.e.s qui aboutit à une surmortalité globale de 9 % et qui peut atteindre 30 % pour les malades les plus graves. À cela s'ajoute l'épuisement des personnels avec la multiplication des cas de burn-out et, ce qui est encore plus dramatique, de suicides.

Une des raisons de la surcharge des services est le fait que leur nombre a été réduit à environ 650 pour l'ensemble du territoire. Aujourd'hui de nouveaux sites sont menacés, car leur activité serait insuffisante. Cet argument est irrecevable. En effet, le critère essentiel est qu'aucun.e citoyen.ne ne doit être à plus de 30 min d'un service d'urgences, et ce, par un moyen de locomotion classique et non par hélicoptère comme certains voudrait nous le faire croire !

Un autre élément essentiel du dispositif de prise en charge des urgences, les SAMU, est aujourd'hui menacé avec la volonté des ARS de fermer les SAMU départementaux et de regrouper la régulation dans les capitales régionales.

Les responsabilités sont ici également claires. Ce sont celles des politiques de restrictions budgétaires imposées aux établissements d'année en année.

LA CGT APPELLE À LA MOBILISATION AUTOUR DE REVENDICATIONS CLAIRES QUI NÉCESSITENT DES RÉPONSES IMMÉDIATES POUR CONTINUER À ASSURER LA SÉCURITÉ DES SOINS.

NOUS EXIGEONS :

- ↪ Le renforcement en moyens humains au minimum sur la base du référentiel édité par les sociétés professionnelles pour assurer la qualité de la prise en charge et la sécurité des patients.
- ↪ L'ouverture de lits en nombre suffisant pour assurer une hospitalisation immédiate dès la décision médicale prise.
- ↪ Le maintien de tous les services d'urgence de proximité, ouverts 24 h sur 24, afin d'assurer un maillage du territoire répondant au critère des 30 minutes.
- ↪ Le maintien de tous les SAMU dont le territoire de compétence doit rester le département, en organisant une coopération étroite avec l'autre service public que sont les Services départementaux d'incendie et de secours.
- ↪ La rénovation et l'extension des locaux des services d'urgences aujourd'hui inadaptés au regard du volume de passages.
- ↪ Le développement de centres de santé de proximité gérés par les hôpitaux avec du personnel de la Fonction publique hospitalière et des médecins salariés afin de pouvoir offrir à la population un service de proximité, notamment sans rendez-vous pour éviter un recours par défaut aux urgences.



**USAGERS/SALARIÉS, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE
POUR LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DE SANTÉ
ET L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS.**

**Le 11 juin 2019, venez dire STOP
à la casse de l'hôpital.**

CONTACTS / INFOS RASSEMBLEMENTS :